

Les bouillonnements du GREFFE

Newsletter n°11 octobre 2025



Edito : L'injuste prix de notre alimentation : quand la collectivité paie la note cachée

Le rapport « L'injuste prix de notre alimentation » publié fin 2024 par un collectif d'associations¹ dénonce un système agroalimentaire à la dérive soutenu par des recettes politiques désastreuses qui génèrent :

- des inégalités d'accès à une alimentation saine (8 millions de personnes sont en insécurité alimentaire)
- des dommages sanitaires (les maladies liées à une mauvaise alimentation flambent sans compter celles liées aux pesticides)
- une pauvreté paysanne (18 % des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté)
- des dégâts environnementaux durables.

Pour ces associations, le prix que nous payons au magasin est loin du coût réel à la charge de la société. Ainsi 19 Mds seraient consacrés aux réparations/compensations des dommages (coûts de santé, frais environnementaux, soutien aux agriculteurs en difficulté) et 48 Mds distribués aux soutiens publics pour maintenir le système en état (aides diverses, subventions, exonérations, etc.).

Si une autre politique agricole était envisagée, une part de ces dépenses pourrait être réorientée, afin de favoriser un modèle plus juste. Mais selon les auteurs du rapport, des blocages politiques et structurels entretiennent la situation : *un modèle agricole productiviste largement soutenu par les aides publiques ; *une concentration des acteurs de la distribution et de la transformation, accompagnée d'une guerre des prix qui pèse sur les producteurs ; *une insuffisance des régulations, notamment sur la publicité et le lobbying incitant à la consommation de pro-

duits ultra transformés (80% de l'offre actuelle). Clairement, le modèle agroalimentaire français est à la dérive. Il est urgent de changer de trajectoire. Il existe encore des marges de manœuvre, mais il faudrait faire rapidement des choix politiques courageux pour rééquilibrer le contrat social autour de l'alimentation. Pour les associations, le temps n'est plus aux hésitations : c'est un enjeu de justice, de santé publique et de survie écologique. « Le droit à l'alimentation ne peut plus rester une belle déclaration d'intention, il doit devenir un principe structurant de nos politiques publiques »

Face à cette urgence, la promulgation de la loi Duplomb illustre une incapacité politique à affronter les contradictions du système et les lobbies agroindustriels. En prétendant simplifier la vie des agriculteurs, cette loi réintroduit des pratiques contestées et renforce un modèle intensif qui est justement à l'origine des dérives dénoncées. Plutôt que de tracer un cap vers la transition agroécologique, l'état se retranche dans des mesures de court terme, dictées par des équilibres politiques fragiles, au risque d'aggraver la précarité paysanne, la dégradation des écosystèmes et la dépendance alimentaire de la France.

1) *Le Secours Catholique-Caritas France, le réseau CIVAM, Solidarité Paysans et la Fédération française des Diabétiques.*

Jean-Pierre Girardeau, Ingénieur de recherche honoraire INRAE, membre du GREFFE

Pesticides : quoi de neuf sous les nuages

Loi Duplomb, résultats de l'étude PestiRiv, mesures de pesticides dans les nuages Les pesticides reviennent en force en ce début d'automne.

La contamination par les pesticides est une préoccupation croissante et alarmante pour l'environnement et la santé humaine. Ces substances chimiques sont utilisées pour prévenir, contrôler ou lutter contre les organismes jugés indésirables ou nuisibles par l'Homme (plantes, champignons, bactéries, animaux). Ces produits incluent donc les herbicides, insecticides et fongicides, et peuvent être également classés en produits phytosanitaires (utilisés principalement en agriculture), produits zoo-sanitaires, et pes-

ticides à usage domestique (insecticides etc.). Les pesticides regroupent ainsi plus de 1 000 substances très hétérogènes de par leur structure chimique, leurs propriétés et leur mode d'action. Ces composés sont très présents dans notre environnement, et font l'objet de nombreuses études sur les liens entre exposition des populations et effets sur la santé¹. Le secteur agricole est un fort utilisateur de pesticides, employant 90% des quantités vendues en France. Ces produits sont retrouvés dans l'eau souterraine et de surface, le sol, les végétaux, les aliments, l'air, et même les nuages. Les populations exposées sont donc multiples, avec différents niveaux d'exposition : agriculteurs, consommateurs des produits traités, riverains des parcelles agricoles, population générale....

Santé publique France et l'Anses viennent de publier les résultats de l'étude PestiRiv, sur l'exposition aux produits phytosanitaires des riverains d'exploitations viticoles². L'objectif était d'évaluer l'exposition des riverains de 265 zones viticoles et non viticoles réparties dans six régions de France. L'étude, conduite en 2021-2022, couvrait des périodes de traitements fréquents ou non des vignes. L'exposition des 1 946 adultes et 742 enfants participants a été mesurée à partir d'échantillons d'urines et de cheveux, et de prélèvements environnementaux (air extérieur, air intérieur, poussière). 56 pesticides ont été recherchés. Les résultats montrent, sans surprise, une surimprégnation des personnes vivant en zones viticoles, par rapport aux personnes éloignées de ces zones. Les imprégnations sont plus élevées pendant les périodes de traitement, et l'impact des traitements est observé jusqu'à plusieurs centaines de mètres. De même, l'environnement des riverains des zones viticoles est plus fréquemment contaminé que celui des riverains de zones non cultivées, particulièrement pendant les périodes de traitement. Dans leurs conclusions, Santé publique France et l'Anses recommandent d'inscrire les utilisations des pesticides dans une logique de minimisation.



Par ailleurs, une étude récente, menée par le laboratoire de météorologie physique de l'Université Clermont-Auvergne, révèle que les nuages qui coiffent le puy de Dôme sont chargés d'un cocktail de pesticides dont cer-

tains sont interdits depuis des années³. Dans cette étude, 446 composés (fongicides, insecticides, herbicides et autres) ont été recherchés dans de l'eau de nuage collectée au puy de Dôme en 2023-2024. Les six échantillons analysés contenaient des pesticides, avec un total de 32 composés identifiés. Dans deux échantillons, la concentration totale dépassait la limite européenne pour l'eau potable (0,5 µg/L). Les auteurs estiment, en supposant que leurs mesures soient représentatives des nuages de basse et moyenne altitude, qu'entre 6,4 et 139 tonnes de pesticides seraient présents dans les nuages au-dessus de la France. Les résultats obtenus suggèrent également un transport atmosphérique sur de longues distances de ces produits, et la persistance de certains composés. Ces substances retombent au sol avec les précipitations, atteignant ainsi les cours d'eau, les sols et les organismes vivants. Les pesticides transportés par les nuages peuvent ainsi affecter des espaces éloignés des zones agricoles d'émissions.

Ces travaux récents illustrent qu'il est urgent de réduire l'utilisation de pesticides en agriculture, la France restant un des pays parmi les plus forts consommateurs en Europe, malgré les plans Ecophyto⁴ qui visaient à réduire leur utilisation. Il est nécessaire de renforcer les exigences européennes et nationales en matière d'autorisation de ces produits et d'interdire les substances les plus dangereuses. Il est également essentiel d'adapter les pratiques culturales et d'accompagner leur transformation vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement telles que la culture biologique.

- 1) Inserm. Pesticides et effets sur la santé : Nouvelles données. Collection Expertise collective. Montrouge : EDP Sciences, 2021.
- 2) Santé Publique France. Étude d'exposition aux pesticides chez les riverains de zones viticoles et non viticoles. 2025.
- 3) Bianco A et al. Are Clouds a Neglected Reservoir of Pesticides ? Environ Sci Technol. 2025 Sep 8.
- 4) https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/plan_ecophyto2_.pdf

Evelyne Forano, directrice de recherche honoraire INRAE, membre du GREFFE.

A lire ... ou à voir

- **La biodiversité : urgence planète, état des lieux, menaces, solutions : notre monde vivant en danger expliqué à tous**, par Philippe Grandcolas, Directeur de recherche au CNRS. Editions Tallandier. 2025
- **Le métier de chercheur**, Regard d'un anthropologue, Bruno Latour, Editions QUAE
- **Aux origines de la domestication animale**, Jean Denis Vigne, Directeur de Recherche émérite CNRS - Archéologie biologiste - Museum National d'Histoire Naturelle- Editions QUAE
- **2049 Ce que le climat va faire à l'Europe**, par Nathanaël Wallenhorst, chercheur sur l'Anthropocène. Edition du Seuil. Sept 2025

Lectures proposées par Gérard Fonty et Eliane Anglaret

